

enfant, et gagnant bien leur vie. Ce sont des gens admirables. Certains d'entre eux sont en train de s'enrichir. A l'heure actuelle, certains ne s'enrichissent pas aussi vite qu'ils le voudraient ou que nous le voudrions. Mais nous les aimons en tant que Canadiens.

● (5.40 p.m.)

Si nous, qui ne sommes pas d'ascendance française, nous nous sentons en terrain ferme, nous n'avons pas besoin de privilèges spéciaux. Je m'adresse à mon peuple à cet égard. Les forts peuvent toujours se permettre d'être généreux. A mon avis, il s'agit d'un bill généreux. S'il est adopté, il modernisera, au cours de la 102^e année du Canada, un domaine qu'on a peut-être bien négligé depuis 102 ans. Mettons-nous donc à la page. Je demande instamment aux personnes auxquelles le bill s'adresse de se montrer généreuses, patientes et bienveillantes envers nous comme nous espérons l'être envers elles. Les nations, comme les gens, ne sont fortes que lorsqu'elles ont raison. A mon avis, on a toujours raison d'être aussi généreux et aussi bienveillant qu'on le peut.

M. John L. Skoberg (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, je parlerai très brièvement au cours de ce débat. J'approuve l'objectif et le principe du bill, mais je ne crois pas qu'on doive instituer en ce moment un programme de choc pour appliquer le bilinguisme, qu'il implique la connaissance de l'anglais ou du français. On a déclaré devant le comité qu'au cours des quatre ans qui vont suivre, plus de 7 millions de dollars seront consacrés à ce programme de choc. Je crois qu'on n'aura jamais fait une sous-estimation aussi manifeste. A mon avis, l'enseignement bilingue doit commencer dans les écoles primaires. Au lieu d'instituer un programme de choc à ce moment de notre histoire, distribuons cet argent fédéral aux écoles primaires d'un bout à l'autre du Canada. Je suis absolument d'accord avec mon collègue et avec le leader des créditistes qui ont proposé que cet enseignement bilingue commence au niveau primaire, et non au sommet de la pyramide, avec les hauts fonctionnaires, pour atteindre ensuite les paliers inférieurs. Après avoir lu différents articles au sujet des écoles unilingues, je me suis rendu compte que ce système signifiait ségrégation plutôt qu'intégration. En effet, nous maintenons nos enfants dans une ségrégation conforme à leurs antécédents au lieu de tourner nos yeux vers l'avenir. Nous devrions avoir dans tout le Canada des écoles véritablement bilingues, dont les autorités

fédérales assumerait le coût supplémentaire au lieu de l'imposer aux propriétaires fonciers qui sont maintenant écrasés par ce fardeau.

Tous les députés conviendront, j'en suis sûr, qu'il faut savoir faire preuve de compréhension et d'une volonté d'unité pour que ce bill soit efficace. J'estime qu'il doit être adopté et je l'appuierai à l'étape de la troisième lecture. C'est une mesure qui s'est fait longtemps attendre. D'autre part, avant d'adopter un bill de ce genre, il faudrait y adjoindre une clause stipulant que les dispositions intégrales de cette mesure ne seront pas applicables avant un certain temps. Beaucoup de gens, nous ne l'ignorons pas, doivent se préparer aux changements prévus. Il faudrait convenir d'un délai avant l'entrée en vigueur des dispositions du bill, afin que les gens puissent s'y préparer, dans cette société aux changements si rapides. Si les ministres qui rédigeront les règlements découlant du bill pouvaient donner aux Canadiens cette assurance, ils calmeraient les appréhensions actuelles. En outre, une telle clause donnerait aux provinces l'occasion d'instaurer le système d'éducation bien ordonné qui s'avère si nécessaire à ce tournant de notre histoire. Telle est mon opinion. Je l'exprime à titre individuel et non pas en tant que représentant du parti auquel j'appartiens. Si nous voulons avoir un système d'éducation bilingue efficace, ne commençons pas par nos fonctionnaires plus âgés mais par les écoliers. Occupons-nous-en dès le bas âge.

Le gouvernement fédéral devrait enfin accepter sa responsabilité et mettre en vigueur un régime fédéral d'enseignement. Il ne devrait pas hésiter, ni se préoccuper de la constitution ou de quoi que ce soit. Pourquoi le gouvernement fédéral ne peut-il mener à bien un pareil programme en matière d'enseignement? Les fonctionnaires, les membres des forces armées, les parlementaires et bien d'autres gens vont d'une province à une autre sans se préoccuper de l'influence que leur déplacement aura sur l'instruction de leurs enfants. C'est une question, à mon avis, que la Chambre devrait envisager. Les députés libéraux d'en face devraient avoir le courage d'en proposer l'examen.

On nous a demandé pourquoi appuyer les amendements proposés au projet de loi. La réponse est simple. Depuis ces deux dernières semaines surtout, le gouvernement est tenu pour suspect par les Canadiens d'un bout à l'autre du Canada. Il l'est par les Terre-Neuviens parce qu'il a fait fi totalement des termes de l'Union. Par les Canadiens de l'Ouest, parce qu'ils luttent pour survivre contre d'énormes pressions économiques. Par les Indiens aussi, parce qu'on s'abstient de